



Proche et Moyen-Orient — Entretien

Robert Malley : « Le processus de paix a servi de paravent au statu quo »

L'ouvrage de deux anciens négociateurs impliqués dans le processus de paix israélo-palestinien vient de sortir en français. Le constat de Robert Malley et Hussein Agha est implacable : c'est un échec, et la solution à deux États est morte. Il faut trouver autre chose.

Gwenaëlle Lenoir

19 septembre 2026 à 19h13

Demain c'est hier est un titre quelque peu énigmatique pour un essai. Le propos du livre de Robert Malley et Hussein Agha, dont la version française sort ces jours-ci, s'éclaire avec le sous-titre : *Vie, mort et quête de la paix en Israël/Palestine* (Éditions Max Milo, 2026). Dans la multitude d'ouvrages édités sur cette question – et plus encore depuis le 7-October –, la guerre génocidaire contre Gaza et la cascade de conséquences régionales et mondiales, celui-ci ne se distingue pas uniquement par son titre.

Il est précieux sur de nombreux points et deviendra, à coup sûr, un ouvrage de référence. La qualité des deux auteurs y est pour beaucoup : tous deux, Robert Malley et Hussein Agha, ont été pendant plus de deux décennies au cœur des négociations israélo-palestiniennes. Le premier dans différentes équipes états-uniennes, le second en tant, notamment, que conseiller pour la Palestine. Non seulement ils ont assisté et participé aux moments clés et observé de près les acteurs, mais ils ont également, par leur longévité, saisi les évolutions.



Le négociateur américain Robert Malley, coauteur de « *Demain c'est hier. Vie, mort et quête de la paix en Israël/Palestine* (Éditions Max Milo, 2026) » lors d'une audition au Sénat américain, à Washington. © BRENDAN SMIALOWSKI / AFP

Demain c'est hier mêle, en un récit enlevé, analyse, récit historique et témoignage. Pour un constat sans appel : le processus de paix issu des accords d'Oslo de 1993 a échoué. La solution à deux États est morte, et il est temps de passer à autre chose.

Rien ni personne – pas même eux-mêmes – n'est épargné au fil des quelque 300 pages du livre. Illusions, incompréhensions, hypocrisies, malhonnêteté, aveuglement... tels ont été les ingrédients de l'échec, et du désastre actuel.

« Mediapart » : Quel impératif vous a conduit, vous et Hussein Agha, deux anciens négociateurs, à écrire ce livre en 2024-2025 ?

Robert Malley : Quelques mots d'abord au sujet de Hussein et de notre collaboration. Hussein a un parcours iconoclaste, j'ose dire unique. Conseiller informel des dirigeants palestiniens, militant de leur cause pendant des décennies, il a toutefois su conserver une indépendance totale qui lui permet de les observer avec détachement. Il a aussi noué des liens très proches avec des dirigeants américains et israéliens, qui ont toujours respecté cette indépendance et sa compréhension des réalités palestiniennes.

Le fait que, tout officiel américain que j'étais, je pouvais également observer la politique de mon pays avec un détachement relatif nous a, je crois, rapprochés. C'est dès

2001 que nous avons commencé à rédiger des articles à quatre mains – sur l'échec du sommet de Camp David, et sur le processus de paix en général.

Mais ce qui s'est passé après le 7-Octobre a constitué pour nous un choc intellectuel et émotionnel d'une tout autre intensité et c'est ce qui nous a conduits à écrire ce livre.

« Penser qu'il s'agirait uniquement de changer de dirigeants [en Israël et à Gaza], c'est faire preuve d'une cécité grave. »

Robert Malley

En premier lieu, parce que nous voulions réagir à une thèse très répandue : l'idée selon laquelle les massacres du 7-Octobre seraient l'expression singulière d'une idéologie islamiste, messianique, d'une part, et, d'autre part, que la guerre sauvage lancée par Israël serait uniquement le reflet de la politique de Nétanyahou et de l'extrême droite incarnée par Ben Gvir et Smotrich. Or, cette thèse est foncièrement erronée. Tout comme est erronée la conclusion qui en découle : qu'il suffirait de se débarrasser du Hamas et de ce gouvernement israélien pour en revenir au processus de paix et avancer vers la paix.

À nos yeux, ni les massacres, ni cette guerre que nombre d'experts décrivent comme génocidaire, ne sont des anomalies, des exceptions. Ils ne marquent pas une rupture historique, mais bien plutôt une *répétition* historique – un écho du passé.

Pourquoi ?

Parce que l'histoire palestinienne est ponctuée d'actes de violence dramatiques perpétrés par des organisations non islamistes qui cherchaient à frapper l'opinion israélienne et internationale ; à faire en sorte que les Israéliens souffrent comme souffrent les Palestiniens ; à prendre des otages israéliens afin de libérer les leurs ; à saisir les biens israéliens en réponse à leur propre dépossession ; à terroriser des civils comme l'est leur propre population civile.

Avec le 7-Octobre, le Hamas a frappé beaucoup plus fort, avec des résultats autrement plus sanglants que par le passé, mais dans sa forme et dans ses intentions, ses

opérations n'avaient rien de particulièrement islamiste. Elles étaient foncièrement palestiniennes, raison pour laquelle nombre de Palestiniens de tous bords en ont au premier abord ressenti une certaine fierté, et y ont vu une vengeance amplement méritée.

Idem du côté israélien : le désir d'éliminer une présence palestinienne, de les pousser à l'exil, de les déposséder de leurs terres et de leurs biens, de les terroriser, n'est en rien l'apanage de ce gouvernement. Il reflète au contraire une longue tradition, raison pour laquelle une très grande majorité de juifs israéliens ont salué la réponse militaire au 7-Octobre et pour laquelle nombre d'entre eux ont estimé qu'elle n'allait pas assez loin. Alors penser qu'il s'agirait uniquement de changer de dirigeants, d'exclure le Hamas et la frange la plus droitière du système politique israélien afin de tourner la page sur cette période est faire preuve d'une cécité grave.

La seconde motivation derrière ce livre est de forcer une discussion plus honnête sur le processus de paix et la quête de la solution à deux États. Car, si on en est revenu là, à cette violence si crue, après trente ans de ce processus, c'est qu'il avait quelque chose de foncièrement vicié, de faux, de travesti. Et qu'il faut cesser de dire qu'il faut y revenir. Au contraire : il faut absolument tout remettre en question, sa démarche, ses protagonistes, son médiateur, ses objectifs.

Diriez-vous que le processus de paix a conduit à ce désastre que nous vivons ?

Disons, au mieux, que le processus de paix n'aura rien changé ; au pire, qu'il aura fondamentalement aggravé les choses en attisant les frustrations et en donnant vie à des illusions vite déçues. Il a mis Israël dans une situation d'impunité quasi totale ; soutenu à bout de bras une Autorité palestinienne discréditée, non représentative et corrompue ; exclu tout médiateur autre que les États-Unis ; délégitimé toute autre forme d'action palestinienne (boycott, recours à la justice internationale, désobéissance civile) ; et, plus généralement, servi de paravent à la prolongation du statu quo.

Plus on parlait de paix, de la solution à deux États, plus les réalités politiques et du terrain s'en éloignaient.

« Il est temps de tourner la page sur ce processus et de s'interroger sur la viabilité et la pertinence de la solution à deux États. »

Le rôle des États-Unis a été, dans cette affaire, particulièrement néfaste. Si les Israéliens se sont sentis à l'abri de toute pression, c'est largement grâce aux administrations américaines. Les Palestiniens, de leur côté, ont eu cet espoir totalement illusoire que les États-Unis allaient rééquilibrer leurs relations asymétriques avec Israël. Et puis, c'est bien de Washington que venait cet argument massue : le processus de paix est sacré, il avance, il ne faut pas le bouleverser.

Mais vous et Hussein Agha avez participé à tout ça. En tant que négociateurs, vous êtes-vous laissés emporter par cette illusion ?

Oui, bien sûr. Nous y avons cru tous les deux, et avons surmonté le scepticisme que nous pouvions ressentir. Ça nous a pris un certain temps pour réaliser qu'au fond, nous étions des acteurs, des personnages, dans une pièce qui était faussée. Si on regarde notre parcours intellectuel et politique depuis 2001, on s'aperçoit d'un désenchantement graduel.

Avec ce livre, nous tirons les conséquences de ce parcours. C'est une façon de dire « bas les masques », le roi est nu – il est temps de tourner la page sur ce processus et de s'interroger sur la viabilité et la pertinence de la solution à deux États.

La solution à deux États, après avoir été passée sous silence pendant des années, est pourtant brandie comme la seule et unique voie depuis le 7-October. Comme réagissez-vous ?

D'abord, cela se comprend. Le concept de deux États est le seul à posséder une légitimité internationale. Il sert de boussole à la fois politique et morale. Mais au-delà de ce réflexe, il y a autre chose qui m'irrite et me désole : trop souvent, les dirigeants rabâchent ce dogme non pas parce qu'ils y croient, mais parce qu'ils ressentent le besoin de dire quelque chose pour compenser le fait qu'ils ne font rien. Cela devient une gesticulation politique, des coups de menton vides de sens et de contenu, une façon de se donner bonne conscience et

d'essayer de se dédouaner avec de simples paroles.

Et puis, il faut cesser de dire que la seule solution possible serait cette partition entre deux États ethno-nationaux, alors que depuis trente ans au moins elle ne cesse d'échouer. Avec désormais plus de 700 000 colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, cette solution est de plus en plus irréaliste. Bien sûr que des alternatives existent, à commencer par la plus probable : la continuation d'un statu quo qui empire, avec annexion israélienne de fait de la Cisjordanie, séquestration de la population de Gaza, tentative de nettoyage ethnique, et désir de réduire la cause palestinienne à une question humanitaire au grand dam des aspirations nationales et politiques de son peuple.

Comme nous l'expliquons dans le livre, il y a aussi des alternatives moralement et éthiquement plus acceptables, des formes de coexistence entre peuples palestinien et israélien dans un cadre fédéral, confédéral ou autre, qui chercheraient à concilier les aspirations les plus profondes et les plus émotionnelles des uns et des autres – objectif que la solution à deux États ne semble pas en mesure d'atteindre.

Vous consacrez une partie du livre au sommet de Camp David, en 2000. En quoi, selon vous, est-il significatif des échecs du processus de paix ?

Fait étonnant : depuis le 7-October, les références à Camp David se multiplient, alors même que le sommet s'est conclu il y a un quart de siècle et que les discussions qui s'y déroulaient n'ont plus le moindre rapport avec la réalité d'aujourd'hui.

L'explication est limpide : il s'agit, dans le contexte de la guerre sauvage menée par Israël à Gaza et des vastes mouvements de protestation qu'elle a suscités parmi une nouvelle génération d'Américains, de ressortir la thèse de l'« offre généreuse refusée par Arafat », d'incriminer les Palestiniens, de leur imputer la responsabilité entière du drame auquel nous assistons et donc, du coup, de déculpabiliser à la fois Israël et les États-Unis.

« Ce que les Palestiniens percevaient comme des concessions historiques était vu par les Israéliens et les Américains comme des évidences. »

J'y vois un condensé de toutes les mésententes, des incompréhensions historiques et politiques, qui ont émaillé et condamné le processus de paix. On nous parle d'offre, or il n'y eut au sommet ni texte, ni carte, ni aucun détail significatif mais plutôt des principes vagues et fluctuants rédigés par les États-Unis en étroite concertation avec Israël.

Hussein et moi le disons clairement : Arafat et ses collègues ne se sont pas montrés à la hauteur de l'événement. Convaincus qu'ils faisaient face à un piège israélo-américain, ils ont fait dos rond, cherchant à survivre au sommet plutôt qu'à l'exploiter. Mais, de leur point de vue, on leur demandait d'abandonner des principes sacrés pour de vagues promesses, pari qu'ils ont considéré à haut risque et, en fin de compte, inacceptable.

Quant à la générosité, elle est affaire de perspective. Ehud Barak, le premier ministre israélien de l'époque, est certes allé bien au-delà de tout ce qu'avaient envisagé ses prédécesseurs, il faut bien le reconnaître, en contemplant un État palestinien à Gaza et sur plus de 90 % de la Cisjordanie, avec une capitale sur une partie de Jérusalem-Est, ainsi qu'une forme d'autorité sur les lieux saints musulmans.

Les Palestiniens, eux, estimaient qu'ils avaient fait un compromis historique en reconnaissant Israël sur 78 % de la Palestine historique, qu'ils avaient de fait accepté d'être dépossédés de leur terre malgré l'injustice flagrante que cela représentait.

Certains incidents qui se sont déroulés à Camp David illustrent bien ce gouffre d'incompréhension. C'est, par exemple, Clinton qui s'insurge et dit à Arafat, « vous êtes venu à Camp David et vous n'y avez pas fait la moindre concession ». Arafat qui réplique : « comment cela ? J'ai accepté les frontières de 1967, des échanges de territoires à valeur et à quantité égale, mais aussi qu'Israël maintienne ce que nous appelons des colonies de peuplement – et vous des quartiers juifs – à Jérusalem-Est. » Et enfin, la réaction de Clinton – sincère, mais tellement empreinte de suppositions non dites : « mais vous plaisantez, en quoi seraient-ce des concessions ? Évidemment qu'Israël va conserver les quartiers juifs de Jérusalem-Est. Où iraient-ils autrement ? »

Il est là, ce fossé : ce que les Palestiniens percevaient comme des concessions historiques était vu par les Israéliens et les Américains comme des évidences. L'histoire du processus de paix est percluse de telles incompréhensions.

Vous avez travaillé pour plusieurs administrations américaines, et vous n'êtes pas tendre avec elles, notamment quant à leur biais pro-israélien et l'incompréhension qu'elles ont des Palestiniens.

Ce parti pris s'explique de diverses façons. Bien sûr, il y a les contraintes politiques, l'influence de certains groupes de pression, le fait – jusqu'à récemment tout du moins – qu'on ne risquait rien à condamner les Palestiniens, et tout à s'en prendre à Israël. Il y a aussi un contexte stratégique, surtout depuis 1967, moment à partir duquel Israël assume une place prépondérante dans la politique américaine au Moyen-Orient.

Mais il y a aussi autre chose. Les officiels américains ont, dans leur grande majorité, grandi et évolué dans un cadre culturel, éducationnel – et, pour certains, religieux – qui leur permet de mieux comprendre le peuple israélien, de sympathiser avec sa cause, de s'en solidariser. C'est tout le contraire vis-à-vis des Palestiniens, victimes de stéréotypes et de préjugés communs.

« La complicité et le deux poids deux mesures américains ont scandalisé une génération de jeunes qui exigent un changement de politique. »

Exception à cette règle, dans une large mesure, le président Obama, de par son itinéraire personnel, et le fait qu'il ait grandi en Indonésie, avait fréquenté des intellectuels palestiniens aux États-Unis, et possédait une plus large ouverture d'esprit. D'où, sans doute, l'énorme déception qu'il suscita auprès d'eux lorsqu'il se révéla incapable de changer la politique américaine.

Observez-vous un changement à ce propos actuellement ?

Tout à fait et, dans un environnement général particulièrement sinistre, c'est là une rare éclaircie. Évolution graduelle, sans doute, mais accélérée par la

guerre à Gaza. La complicité et le deux poids deux mesures américains ont scandalisé une génération de jeunes qui exigent un changement de politique de leur pays envers le conflit israélo-palestinien.

C'est la première fois de ma vie que j'observe les candidats du Parti démocrate à diverses élections se sentir obligés de faire attention à ne pas s'aliéner ceux qui sympathisent avec les Palestiniens. Parmi ceux qui se présenteront à la primaire démocrate pour l'élection présidentielle de 2028, y en aura-t-il un seul qui acceptera une contribution financière de l'AIPAC [*le lobby pro-israélien très influent aux États-Unis – ndlr*] ?

À l'inverse, cela ne m'étonnera guère si tous rejettent l'aide inconditionnelle à Israël, soutiennent les sanctions à l'égard des colonies de peuplement, ou même se déclarent ouverts à la reconnaissance d'un État palestinien. Je ne dis pas que tout cela se traduira par une révolution diplomatique en Israël/Palestine, mais que cela constituera en soi une révolution politique aux États-Unis.

Et au-delà du conflit israélo-palestinien ?

Une des questions qui est véritablement en jeu aujourd'hui, c'est celle de la présence et du rôle américains dans la région. Cette remise en cause commence avec la guerre d'Irak en 2003, mais d'autres événements – la guerre à Gaza et, plus récemment, celle contre l'Iran – ont servi d'accélérateurs. De plus en plus de citoyens américains s'interrogent : pourquoi les États-Unis sont-ils aussi impliqués militairement dans la région ? Est-ce que la région mérite un tel

investissement ? Est-ce que cette présence a eu des effets positifs ou, au contraire, dessert-elle à la fois les États-Unis et les pays qu'ils prétendent aider ?

Il en résulte une prise de conscience chez les démocrates comme chez les républicains qui, pour des raisons divergentes mais avec une conclusion convergente, contestent le bien-fondé d'une stratégie au Moyen-Orient vieille de plus d'un demi-siècle.

Une note d'optimisme tout de même ?

Je le répète, le brin d'optimisme vient des évolutions internationales, du Sud global notamment, mais aussi et peut-être surtout de l'opinion publique américaine. Il y a trois ans, je vous aurais dit l'inverse, que c'est des États-Unis que j'en attendais le moins.

Il est trop tôt pour prédire où cela mènera, car les évolutions dans l'opinion publique ne se traduisent pas automatiquement par des évolutions similaires au sein du Congrès ou au sein de l'administration présidentielle. Mais c'est un premier pas, et il faut bien commencer quelque part...

Gwenaëlle Lenoir

Boîte noire

Mediapart a rencontré Robert Malley le 17 septembre 2026 à Paris